



MAIRIE DE NANTERRE

23-AT-0821

Arrêté temporaire de travaux
n° 23-AT-0821

Portant réglementation de la
circulation
rue Nouvelle
du 25/09/2023 au 09/10/2023

LE MAIRE DE LA VILLE DE NANTERRE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Votre correspondant :

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

SERVICES TECHNIQUES
Direction INFRA -EJ/DP
Tel : 01.47.29.50.50
Fax : 01.47.29.48.22

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que l'entreprise TP RESEAUX va procéder à un remplacement de cadre réseaux ORANGE sur chaussée rue Nouvelle,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation afin de maintenir la sécurité publique,

ARRÊTE

Article 1 : À compter du 25/09/2023 et jusqu'au 09/10/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent face au 5 rue Nouvelle. La circulation est interdite sur la voie coté pair sur 30 mètres de 08 h 00 à 17 h 00. La circulation est alternée par B15+C18 de 08 h 00 à 17 h 00. La circulation sera régulée et protégée par des hommes trafic.

Article 2 : Le cheminement et la protection des piétons seront assurés en toutes circonstances par l'entreprise TP RESEAUX, si nécessaire le renvoi des piétons sur trottoir opposé, s'effectuera par les traversées existantes.

Article 3 : Une file de circulation de 3 mètres de largeur sera toujours maintenue .

Article 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par TP RESEAUX.

Article 5 : Madame Marie Farges (TP RESEAUX) est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



NANTERRE, le 12 septembre 2023

Le Maire de NANTERRE

Patrick JARRY

DIFFUSION:

COMMISSARIAT DE POLICE

DLITP (MAIRIE DE NANTERRE)

Régie ASVP (MAIRIE DE NANTERRE)

Madame Marie Farges (TP RESEAUX) tpreseaux@outlook.com

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication